



DROIT SOCIAL

n° 11 - Novembre 2015

TRIBUNE

La France et le juge européen
Jean-Philippe LHERNOULD

847

DOSSIER

Loi Rebsamen

Dossier coordonné par Franck PETIT

Loi relative au dialogue social et à l'emploi : entre amélioration et simplification
de la représentation collective des salariés

Franck PETIT

850

Représentation du personnel dans l'entreprise : avancées, reculs ou *statu quo* ?

Isabelle DESBARATS

853

Les syndicats, commis de cuisine de la malbouffe sociale

Daniel BOULMIER

861

Le patrimoine du CHSCT

Marion EMERAS

868

Vers une représentation universelle des salariés

Franck PETIT

873

La négociation dans les entreprises dépourvues de délégués syndicaux

Bernard GAURIAU

878

Réforme des obligations de négocier dans l'entreprise : l'âge de raison ?

Alexandre FABRE

882

Information et consultation du comité d'entreprise : rationalisation ou changement de paradigme ?

Hélène TISSANDIER

889

À la recherche des acteurs du dialogue social

Bernard BOSSU

896

Pauvreté laborieuse : la prime d'activité, une bonne réponse ?

Christophe WILLMANN

903

Le régime d'assurance chômage des intermittents du spectacle

Dirk BAUGARD

915

ÉTUDES

Contrat de travail

La détermination des catégories professionnelles dans le plan de sauvegarde de l'emploi – Conclusions

Claire ROLLET-PERRAUD

922

Emploi

UberPop (+)

Laurent GAMET

929

ACTUALITÉS

Confirmations et précisions en droit de la rupture conventionnelle du contrat de travail

Damien CHENU

941



Sommaire

Tribune

La France et le juge européen

Jean-Philippe LHERNOULD

Dossier

850 Loi Rebsamen

- 850 Loi relative au dialogue social et à l'emploi : entre amélioration et simplification de la représentation collective des salariés
Franck PETIT
- 853 Représentation du personnel dans l'entreprise : avancées, reculs ou statu quo ?
Isabelle DESBARATS
- 861 Les syndicats, commis de cuisine de la malbouffe sociale
Daniel BOULMIER
- 868 Le patrimoine du CHSCT
Marion EMERAS
- 873 Vers une représentation universelle des salariés
Franck PETIT
- 878 La négociation dans les entreprises dépourvues de délégués syndicaux
Bernard GAURIAU
- 882 Réforme des obligations de négocier dans l'entreprise : l'âge de raison ?
Alexandre FABRE
- 889 Information et consultation du comité d'entreprise : rationalisation ou changement de paradigme ?
Hélène TISSANDIER
- 896 À la recherche des acteurs du dialogue social
Bernard BOSSU
- 903 Pauvreté laborieuse : la prime d'activité, une bonne réponse ?
Christophe WILLMANN
- 915 Le régime d'assurance chômage des intermittents du spectacle
Dirk BAUGARD




Études

Contrat de travail


- 922 La détermination des catégories professionnelles dans le plan de sauvegarde de l'emploi – Conclusions
Claire ROLLET-PERRAUD

Actualités


Contrat de travail

- 937 L'avocat salarié : un salarié par détermination de la loi
(Soc. 16 sept. 2015)
Jean MOULY 
- 939 Licenciement consécutif à un refus de rétrogradation : la sanction du défaut d'entretien préalable
(Soc. 16 sept. 2015)
Jean MOULY 
- 941 Confirmations et précisions en droit de la rupture conventionnelle du contrat de travail
(Soc. 16 sept. 2015)
Damien CHENU 

Droit disciplinaire

- 943 Une exception à la règle de l'unicité de la sanction disciplinaire pour l'ensemble des faits connus de l'employeur
(Soc. 10 juin 2015)
Jean MOULY 

Contentieux

- 945 Quelle place pour l'estoppel dans la procédure prud'homale ?
(Soc. 22 sept. 2015)
Jean MOULY 

Index

CHÔMAGE

- 915 Assurance chômage ■ Intermittent du spectacle ■ Règles d'indemnisation ■ Loi n° 2015-994 du 17 août 2015

CONTRAT DE TRAVAIL

- 937 Lien de subordination ■ Avocat salarié ■ Statut social
- 941 Rupture conventionnelle ■ Vice du consentement ■ Annulation ■ Pouvoir souverain des juges du fond

CONVENTION COLLECTIVE

- 878 Négociation collective ■ Délégué syndical ■ Absence ■ Loi n° 2015-994 du 17 août 2015
- 882 Accord d'entreprise ■ Obligation de négocier ■ Réforme ■ Loi n° 2015-994 du 17 août 2015 ■ Objets ■ Modalités
- 896 Négociation collective ■ Dialogue social ■ Réforme ■ Loi n° 2015-994 du 17 août 2015 ■ Acteurs sociaux

DISCIPLINE

- 943 Sanction disciplinaire ■ Statut de l'entreprise ■ SNCF

EMPLOI

- 903 Prime d'activité ■ Loi n° 2015-994 du 17 août 2015
- 929 Économie collaborative ■ Uberpop

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

- 868 CHSCT ■ Patrimoine ■ Loi n° 2015-994 du 17 août 2015

INSTITUTION REPRÉSENTATIVE DU PERSONNEL

- 853 Représentation des salariés ■ Loi n° 2015-994 du 17 août 2015 ■ Entreprises à établissements multiples ■ Entreprises mono-établissement
- 861 DUP ■ Entreprises de moins de 300 salariés ■ Négociation conventionnelle ■ Loi n° 2015-994 du 17 août 2015
- 873 TPE ■ Représentation universelle des salariés ■ CPRI ■ Loi n° 2015-994 du 17 août 2015
- 889 Comité d'entreprise ■ Information et consultation ■ Réforme ■ Loi n° 2015-994 du 17 août 2015

LICENCIEMENT

- 922 Licenciement économique ■ Plan de sauvegarde de l'emploi ■ Catégories professionnelles ■ Détermination
- 939 Procédure ■ Entretien préalable au licenciement ■ Absence ■ Cause Réelle et sérieuse ■ Indemnité

PRUD'HOMMES

- 945 Procédure prud'homale ■ Estoppel

TRAVAIL

- 847 CJUE ■ CEDH ■ Jurisprudence
- 850 Réforme ■ Loi n° 2015-994 du 17 août 2015 ■